

## **Arrêté préfectoral d'autorisation n° 1122-22-20-088**

### **Société RECYOUEST**

### **sur la commune d'ARGENTAN**

Le Préfet de l'Orne,

**Vu** le code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre Ier et ses titres 1<sup>er</sup> et 4<sup>ème</sup> du livre V ;

**Vu** la nomenclature des installations classées ;

**Vu** la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

**Vu** l'arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets ;

**Vu** l'arrêté du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

**Vu** l'arrêté du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2661 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ;

**Vu** l'arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 24 novembre 2015 portant approbation du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Orne amont ;

**Vu** l'arrêté du 23 mars 2022 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) 2022-2027 du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands et arrêtant le programme pluriannuel de mesures correspondant ;

**Vu** la décision du 4 juin 2021 relative à la réalisation d'une évaluation environnementale prise en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement, après examen au cas par cas du projet de création d'une unité de recyclage de déchets plastiques agricoles sur la commune d'Argentan (61), par laquelle le projet n'est pas soumis à évaluation environnementale ;

**Vu** la demande du 22 septembre 2021, présentée par la société RECYOUEST dont le siège social est situé 13 avenue de l'industrie, 61200 ARGENTAN, à l'effet d'obtenir l'autorisation d'exploiter une installation de recyclage de films plastiques, située au 13 rue de l'industrie, 61200 ARGENTAN ;

**Vu** les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R. 181-18 à R.181-32 du code de l'environnement ;

**Vu** la décision en date du 09 février 2022 du président du tribunal administratif de CAEN, portant désignation du commissaire-enquêteur ;

**Vu** l'arrêté préfectoral en date du 25 février 2022 ordonnant l'organisation d'une enquête publique pour une durée de 30 jours du 28 mars 2022 au 27 avril 2022 inclus sur le territoire des communes d'Argentan, Ecouché-les-Vallées, Gouffern-en-Auge, Moulins-sur-Orne, Sai et Sarceaux ;

**Vu** l'accomplissement des formalités d'affichage réalisé dans ces communes de l'avis au public ;

**Vu** la publication en date du 03 mars et du 31 mars de cet avis dans deux journaux locaux ;

**Vu** les avis favorables émis par les conseils municipaux des communes d'Argentan, Ecouché les Vallées, Gouffern en Auge et Sai ;

**Vu** le registre d'enquête et l'avis du commissaire enquêteur ;

**Vu** l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet de la préfecture ;

**Vu** le décret du Président de la République en date du 12 janvier 2022 nommant monsieur Sébastien JALLET préfet de l'Orne ;

**Vu** le décret du 17 août 2021 nommant madame Marie CORNET secrétaire générale de la préfecture de l'Orne ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 12 juillet 2022 portant délégation de signature à madame Marie CORNET, secrétaire générale de la préfecture de l'Orne ;

**Vu** le rapport et les propositions en date du 19 août 2022 de l'inspection des installations classées ;

**Vu** l'avis en date du 13 septembre 2022 du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques au cours duquel le demandeur a été entendu ;

**Vu** le projet d'arrêté porté le 20 septembre 2022 à la connaissance du demandeur ;

**Vu** le courriel du pétitionnaire en date du 22 septembre 2022 émettant des observations sur le projet d'arrêté et les prescriptions ;

**CONSIDÉRANT** que l'implantation du projet dans un bâtiment industriel désaffecté, au sein d'un environnement de zone d'activités économiques et industrielles, permet de limiter la consommation d'espaces agricoles ou naturels ;

**CONSIDÉRANT** la présence d'une zone ferroviaire adjacente au site, dont des voies accueillant un trafic voyageurs situés à plus de 100m des limites de site ;

**CONSIDÉRANT** que les habitations les plus proches sont situées à plus de 150 mètres des limites du site ;

**CONSIDÉRANT** que le pétitionnaire sollicite l'aménagement de plusieurs prescriptions issues de l'arrêté du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2661 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** qu'au cours de l'instruction de la demande par l'inspection des installations classées et suite à un premier avis du SDIS, le demandeur a été conduit à renforcer ses équipements de lutte contre l'incendie (ajout d'une réserve incendie et de deux aires de mise en station des échelles notamment) ;

**CONSIDÉRANT** qu'au cours de l'instruction de la demande par l'inspection des installations classées, le demandeur a été conduit à apporter des améliorations sur les capacités et l'organisation du confinement des eaux d'incendie ;

**CONSIDÉRANT** qu'au cours de l'instruction de la demande par l'inspection des installations classées, le demandeur a été conduit à apporter des précisions sur les caractéristiques du dispositif de captation et de filtration des poussières ;

**CONSIDÉRANT** qu'en application des dispositions de l'article L. 181-3 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;



**CONSIDÉRANT** que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R. 181-18 à R.181-32, et des observations des services consultés et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

**CONSIDÉRANT** que les mesures d'évitement, réduction et de compensation des risques d'accident ou de pollution de toute nature édictées par l'arrêté ne sont pas incompatibles avec les prescriptions d'urbanisme ;

**CONSIDÉRANT** la preuve de dépôt n°A-1-FN8FV9VPS5 du 09/04/2021 valant récépissé de déclaration ICPE pour l'exploitation sur le site d'installations soumises aux rubriques n°2661-1-C, 2662-3 et 2791-2 ;

**CONSIDÉRANT** la compatibilité de l'implantation du projet avec le zonage du plan intercommunal d'urbanisme du pays d'Argentan, approuvé par délibération du conseil communautaire du 17 décembre 2019 ;

**CONSIDÉRANT** que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

Le pétitionnaire entendu,

Sur proposition de la Secrétaire générale de la préfecture,

**ARRÊTE**

# TABLE DES MATIÈRES

<b>1. PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES.....</b>	<b>6</b>
1.1 Bénéficiaire et portée de l'autorisation.....	6
1.1.1 Exploitant titulaire de l'autorisation.....	6
1.1.2 Installations visées par la nomenclature et soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation.....	6
1.1.3 Agrément des installations.....	6
1.2 Nature des installations.....	6
1.3 Conformité aux différents éléments communiqués par l'exploitant.....	7
1.4 Durée de l'autorisation et cessation d'activité.....	7
1.4.1 Cessation d'activité et remise en état.....	7
1.4.2 Équipements abandonnés.....	7
1.5 Garanties financières.....	7
1.5.1 Montant des garanties financières.....	7
1.6 Documents tenus à la disposition de l'inspection.....	8
1.7 Objectifs généraux.....	8
1.8 Consignes.....	9
1.9 ÉCHÉANCIER.....	9
<b>2. PROTECTION DE LA QUALITÉ DE L'AIR.....</b>	<b>11</b>
2.1 Conception des installations.....	11
2.2 Limitation des rejets.....	11
2.2.1 Dispositions générales.....	11
2.3 surveillance des rejets dans l'atmosphère.....	11
2.3.1 Surveillance des émissions atmosphériques canalisées.....	11
2.3.2 Bilan des émissions.....	11
2.4 Surveillance des effets des rejets sur la qualité de l'air.....	11
2.5 Dispositions spécifiques.....	12
2.5.1 Propreté, émissions diffuses et envols de poussières.....	12
<b>3. PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES.....</b>	<b>13</b>
3.1 Prélèvements et consommations d'eau.....	13
3.1.1 Origine des approvisionnements en eau.....	13
3.1.2 Conception et exploitation des ouvrages et installations de prélèvement d'eaux.....	13
3.2 Conception et gestion des réseaux, et points de rejet.....	13
3.2.1 Dispositions générales.....	13
3.2.2 Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet.....	14
3.2.3 Points de rejets vers les milieux extérieurs.....	15
3.3 Limitation des rejets.....	15
3.3.1 Caractéristiques des rejets externes.....	15
3.4 Surveillance des prélèvements et des rejets.....	16
3.4.1 Relevé des prélèvements d'eau.....	16
Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé mensuellement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation.....	
3.4.2 Contrôle des rejets.....	16
3.5 Surveillance des effets des rejets sur les milieux aquatiques et les sols.....	17
Non concerné.....	
3.6 Dispositions spécifiques sécheresse.....	17
<b>4. AUTORISATIONS EMBARQUÉES ET MESURES COMPENSATOIRES.....</b>	<b>18</b>
4.1 Autorisation spéciale au titre de la législation des réserves naturelles nationales ou des réserves naturelles de corse.....	18
4.2 Autorisation spéciale au titre de la législation des sites classés.....	18
4.3 Dérogation à l'interdiction d'atteinte aux espèces et habitats.....	18
4.4 Mesures compensatoire non liées à autorisations embarquées.....	18
4.5 Dispositions applicables aux éoliennes.....	18
4.6 Suivi des mesures.....	18
<b>5. PROTECTION DU CADRE DE VIE.....</b>	<b>19</b>
5.1 Limitation des niveaux de bruit.....	19
5.1.1 Niveaux limites de bruit en limites d'Exploitation.....	19
5.2 Mesures périodiques des niveaux sonores.....	19
5.3 Dispositions spécifiques.....	19



5.3.1 Vibrations.....	19
5.4 Limitation des émissions lumineuses.....	19
5.5 Insertion paysagère.....	19
<b>6. PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES.....</b>	<b>20</b>
6.1 Conception des installations.....	20
6.1.1 Règles générales de conception.....	20
6.1.2 Dispositions constructives et comportement au feu.....	20
6.1.3 Désenfumage.....	21
6.1.4 Évents et parois soufflables.....	21
6.1.5 Organisation des stockages.....	21
6.1.6 Matériels utilisables en atmosphères explosibles.....	21
6.1.7 Installations électriques.....	21
6.1.8 Dispositif de conduite.....	22
6.1.9 Accessibilité des engins de secours à proximité de l'installation.....	22
6.1.10 Aires Échelles.....	22
6.1.11 Dispositifs de rétention et de confinement des déversements et pollutions accidentelles.....	22
6.2 Dispositifs et mesures de prévention des accidents.....	24
6.2.1 Localisation des risques.....	24
6.2.2 Dispositions générales.....	24
6.2.3 Utilités.....	25
6.2.4 Vérification périodique et maintenance des équipements.....	25
6.2.5 Domaine de fonctionnement sûr des procédés.....	25
6.2.6 Arrêts d'urgence.....	25
6.2.7 Surveillance et détection.....	25
6.3 Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours.....	26
6.3.1 Moyens de lutte contre l'incendie.....	26
6.4 Prévention des accidents liés au vieillissement.....	27
6.5 Prévention du risque inondation.....	27
6.6 Conditions d'exploitation en période de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané.....	27
<b>7. PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS.....</b>	<b>28</b>
7.1 Conception des installations.....	28
7.2 Production de déchets tri, recyclage et valorisation.....	28
7.3 Limitation du stockage sur site.....	28
7.4 Gestion des déchets reçus par l'installation.....	29
7.4.1 Description des déchets entrants.....	29
7.4.2 Admission des déchets – information préalable.....	29
7.4.3 Admission des déchets – acceptation préalable.....	30
7.4.4 Vérifications à l'admission.....	30
7.4.5 Registres déchets.....	30
7.4.6 Sortie du statut de déchet.....	30
<b>8. CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS ET ÉQUIPEMENTS</b>	
<b>CONNEXES.....</b>	<b>31</b>
8.1 Conditions particulières applicables à certaines installations relevant des rubriques A, E ou D.....	31
8.2 Conditions particulières applicables au fonctionnement de l'établissement.....	31
8.3 Activités connexes.....	31
8.4 Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs.....	31
8.5 rubrique 2661.1.b.....	31
8.6 Rubrique 1510.2.....	31
<b>9. DISPOSITIONS FINALES.....</b>	<b>32</b>
9.1 Caducité.....	32
9.2 Délais et voies de recours.....	32
9.3 Publicité.....	32
9.4 Exécution.....	32

# 1. PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

## 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

### 1.1.1 Exploitant titulaire de l'autorisation

La société RECYOUEST, SIRET 802 051 508 000 33, dont le siège social est situé 13 avenue de l'Industrie 61200 ARGENTAN est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune d'ARGENTAN, au 13 avenue de l'Industrie (coordonnées Lambert 93 X= 477563 et Y= 6852491), les installations détaillées dans les articles suivants.

Les installations autorisées sont situées sur la commune d'Argentan, parcelles cadastrales suivantes :

Parcelle	Surface (m <sup>2</sup> )
ZE 347	19 811
ZE 391	157
ZE 609	1 252
ZE 610	2 567
ZE 675	370
Total	24 157

La présente autorisation tient lieu d'agrément pour le traitement de déchets en application de l'article L. 541-22 du code de l'environnement.

### 1.1.2 Installations visées par la nomenclature et soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation

Sauf dispositions particulières visées au titre 8 du présent arrêté, celui-ci s'applique sans préjudice des différents arrêtés ministériels de prescriptions générales applicable aux rubriques ICPE n°2661.1.b et 1510.2, ainsi que IOTA 1.1.1.0, également applicables.

### 1.1.3 Agrément des installations

L'autorisation préfectorale vaut agrément dans la limite ci-dessous (emballages).

Nature du déchet	Provenance interne/externe	Quantité maximale admise	Conditions de valorisation
Déchets de type filets en PEHD et ficelles en polypropylène	Externe (secteur agricole principalement)	13 500 t/an	Tri, nettoyage puis extrusion.

## 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS

Les installations exploitées relèvent des rubriques suivantes :

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime (*)
2791.1	Traitement de déchets non dangereux	Traitement des déchets plastiques (découpe, séparation, nettoyage...)	Capacité de 70 t/j	A
2661.1.b	Transformation de polymères	Transformation par extrusion des polymères pré-traités sur le site	Capacité de 25 t/j	E



Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime (*)
1510.2	Stockage de matières, produits ou substances combustibles dans des entrepôts couverts	Stockage en entrepôt de polyéthylène et polypropylène (déchets avant traitement, produits intermédiaires, produits finis) et palettes	Volume des entrepôts couverts de 44700 m <sup>3</sup> : - Hall 1 à 3 : 16 200 m <sup>3</sup> - Hall 4 : 10 500 m <sup>3</sup> - Hall 5 : 16 800 m <sup>3</sup> - Auvent quai d'expédition : 1200 m <sup>3</sup>	DC

(\*) A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (Déclaration avec contrôle périodique)

Rubrique IOTA (avec alinéa)	Libellé simplifié de la rubrique (activité)	Nature de l'installation (détailler)	Quantité autorisée	Régime
1.1.1.0	Sondage, forage exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines	Piézomètres existants sur le site, installés en vue de la surveillance des eaux souterraines.	6	Déclaration

Une convention devra être signée avec l'ancien exploitant ou son représentant pour le maintien des piézomètres déclarés et de ceux éventuellement préalablement déclarés l'ancien exploitant. Cette convention devra porter notamment sur le maintien de leur accessibilité et pour assurer leur pérennité, notamment en cas de travaux, et prévoir une information mutuelle en cas d'aléas sur ces ouvrages.

### **1.3 CONFORMITÉ AUX DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS COMMUNIQUÉS PAR L'EXPLOITANT**

Sauf éléments contraires plus contraignants figurant dans le présent arrêté, les aménagements, installations, barrières de sécurité, ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés, exploitées et entretenus conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant ainsi qu'aux caractéristiques et mesures présentées par le demandeur dans son projet soumis à examen au cas par cas. L'exploitant met notamment en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans les différents dossiers déposés par l'exploitant.

### **1.4 DURÉE DE L'AUTORISATION ET CESSATION D'ACTIVITÉ**

#### **1.4.1 Cessation d'activité et remise en état**

L'usage futur du site en cas de cessation à prendre en compte est le suivant : usage industriel ou artisanal. La remise en état comprendra a minima les étapes suivantes :

- retrait et évacuation de toutes les matières stockées (matières premières, produits finis, produits de maintenance), sous la responsabilité de l'exploitant ;
- démontage et évacuation des équipements de production ;
- nettoyage de l'ensemble des surfaces du site (intérieures et extérieures) ;
- suppression du risque d'incendie ou d'explosion, mise en sécurité des installations et surveillance des effets de l'installation sur l'environnement.

#### **1.4.2 Équipements abandonnés**

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdisent leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

### **1.5 GARANTIES FINANCIÈRES**

#### **1.5.1 Montant des garanties financières**

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités visées au chapitre 1.2 et notamment pour la rubrique 2791.1.



Le montant de référence des garanties financières calculé étant de 72 540 € TTC, donc inférieur à 100 000 €. L'obligation de constitution des garanties financières ne s'applique pas au site.

Le montant de référence a été défini en prenant en compte un indice TP01 de 116,4 (paru au JO du 16/12/2021) et un taux de TVA de 20 %.

Les quantités maximales autorisées de déchets présentes sur le site sont :

- 500 kg de déchets dangereux (produits de maintenance) ;
- 50 t de refus de tri (paille, terre, cailloux, résidus plastiques...) ;
- 20 t de poussières (centrale de filtration) ;
- 6 t de déchets non dangereux en mélange ;

Le site ne possède aucune cuve enterrée. La clôture du site doit être régulièrement entretenue.

Les 6 piézomètres présents sur le site doivent être conservés, leur état doit être vérifié au minimum tous les 3 ans.

## **1.6 DOCUMENTS TENUS A LA DISPOSITION DE L'INSPECTION**

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial et la dernière version à jour de l'étude de dangers,
- les plans tenus à jour,
- les arrêtés de prescriptions générales ministérielles applicables aux installations soumises à enregistrement et à déclaration,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données et leur disponibilité en cas de rupture des réseaux ou de l'alimentation électrique. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

## **1.7 OBJECTIFS GÉNÉRAUX**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- utiliser de façon efficace, économe et durable la ressource en eau, notamment par le développement de la réutilisation des eaux usées traitées et de l'utilisation des eaux de pluie en remplacement de l'eau potable ;
- limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes définies ci-après ;
- gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, et réduire les quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique ;
- prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation.

Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.



En cas d'incident ou d'accident, l'exploitant transmet le rapport prévu à l'article R. 512-69 du code de l'environnement sous un délai n'excédant pas 15 jours, sauf consignes contraire du Préfet ou de l'inspection des installations classées.

### **1.8 CONSIGNES**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

L'exploitant établit et s'assure de l'application de consignes d'exploitation, opérationnelles, pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

Ces consignes d'exploitations précisent :

- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté,
- les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation,
- l'obligation du « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » pour les parties concernées de l'installation,
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles.

L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés doivent être notés sur un ou des registres spécifiques tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Par ailleurs, l'exploitant établit et s'assure de l'application de consignes de sécurité, qui indiquent :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion,
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre à l'exclusion des essais incendie encadrés par des personnels compétents,
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses,
- les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 6.1.11,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.,
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

### **1.9 ÉCHÉANCIER**

L'exploitant est tenu de respecter les échéances fixées dans les articles suivants du présent arrêté :

Article	Prescription
61.2	Des justificatifs attestant des caractéristiques de résistance au feu des bâtiments sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées dans un délai de <u>6 mois</u> après la notification du présent arrêté.
61.3	L'exploitant fait réaliser sous <u>3 mois</u> après notification du présent arrêté une étude quantitative de toxicité des fumées en cas d'incendie des stocks de déchets, de produits intermédiaires et de produits finis. Les résultats de cette étude sont transmis à l'inspection des installations classées.



---

## **2. PROTECTION DE LA QUALITÉ DE L'AIR**

---

Sauf mention particulière, les concentrations, flux et volumes de gaz ci-après quantifiés sont rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs), éventuellement à une teneur en O<sub>2</sub> ou CO<sub>2</sub> précisée ci-dessous.

### **2.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS**

Les parties de l'installation comportant des phases de travail provoquant des émissions de poussières ou de polluants (notamment la ligne de pré-traitement des déchets plastiques) sont équipées de dispositifs de captation ou de maîtrise des émissions. Les installations d'extrusion fonctionnent en enceintes fermées.

Le débouché des cheminées est éloigné au maximum des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air frais et ne comportent pas d'obstacles à la diffusion des gaz (chapeaux chinois...). Ces dispositifs, après épuration des gaz collectés en tant que de besoin, sont munis d'orifices obturables et accessibles (conformes aux dispositions de la norme NF X 44-052) aux fins de prélèvements en vue d'analyse ou de mesure. Les effluents canalisés devront être dépoussiérés avant rejet. Les points de rejet sont en nombre aussi réduit que possible. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

### **2.2 LIMITATION DES REJETS**

#### **2.2.1 Dispositions générales**

Les effluents gazeux respectent les valeurs limites définies ci-après, exprimées dans les conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kPa), après déduction de la vapeur d'eau (gaz sec), et mesurées selon les méthodes définies au point 2.3.1 du présent arrêté.

Les valeurs limites d'émission exprimées en concentration se rapportent à une quantité d'effluents gazeux n'ayant pas subi de dilution autre que celles éventuellement nécessitées par les procédés utilisés.

L'installation est équipée de dispositifs de capotage, de captage et d'aspiration adaptés aux risques et permettant de respecter les valeurs limites d'émission précisées dans ce point.

Les gaz rejetés à l'atmosphère ne contiennent pas plus de 40 mg/Nm<sup>3</sup> de poussières.

### **2.3 SURVEILLANCE DES REJETS DANS L'ATMOSPHÈRE**

#### **2.3.1 Surveillance des émissions atmosphériques canalisées**

Les mesures portent sur le débit d'air rejeté et sur la concentration en poussières. Par défaut, les méthodes d'analyse sont les méthodes normalisées de référence fixées dans un avis publié au Journal officiel.

Au moins une fois par an, l'exploitant fait effectuer des mesures par un laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le paramètre analysé accrédité par le Comité Français d'Accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation.

#### **2.3.2 Bilan des émissions**

L'exploitant établit un bilan annuel des émissions, tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

### **2.4 SURVEILLANCE DES EFFETS DES REJETS SUR LA QUALITÉ DE L'AIR**

Sans objet

## **2.5 DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES**

### **2.5.1 Propreté, émissions diffuses et envols de poussières**

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières. Si la circulation d'engins ou de véhicules dans l'enceinte de l'installation entraîne de fortes émissions de poussières, l'exploitant prendra les dispositions utiles pour limiter la formation de poussières.



### 3. PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

#### 3.1 PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

##### 3.1.1 Origine des approvisionnements en eau

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau et favoriser le recyclage. (Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite) (ou : autorisée dans les conditions suivantes)

Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs opérationnels de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée.

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles (y compris l'alimentation de la cuve « sprinkler » et du réseau de RIA) et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement.

Les prélèvements d'eau qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours sont autorisés dans les quantités limites suivantes :

Origine de la ressource	Prélèvement maximal annuel autorisé
Réseau public AEP	650 m <sup>3</sup>

##### 3.1.2 Conception et exploitation des ouvrages et installations de prélèvement d'eaux

L'arrêté fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié s'applique à l'établissement.

Le prélèvement direct d'eaux souterraines n'est pas autorisé sur le site. Les forages qui ne sont pas régulièrement utilisés pour la surveillance de la qualité des eaux souterraines sont comblés conformément aux dispositions de l'article 13 de l'arrêté précédemment cité.

#### 3.2 CONCEPTION ET GESTION DES RÉSEAUX, ET POINTS DE REJET

##### 3.2.1 Dispositions générales

L'exploitant met en œuvre un système d'isolement opérationnel des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont entretenus et maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes tuyauteries, canalisations et conduites sont accessibles, entretenues et repérées conformément aux règles en vigueur.

Les éventuelles canalisations de transport de substances et mélanges dangereux à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.

Les points de prélèvement sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire...),
- les secteurs collectés et les réseaux associés,
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs,...),
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les activités ou fabrications concernées.

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.

Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.

Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté. Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.

Les fiches de suivi du nettoyage des équipements, l'attestation de conformité à une éventuelle norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.

### 3.2.2 Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet

La superficie des toitures, aires de stockage, voies de circulation, aires de stationnement et autres surfaces imperméabilisables est de : 18 000 m<sup>2</sup>.

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivantes :

- 1 : Eaux pluviales de toitures halls 1,2,3 et eaux pluviales de voiries associées
- 2 : Eaux pluviales de toitures halls 4, 5 et eaux pluviales de voiries
- 3 : Eaux vannes halls 1,2,3, pavillon 1,2, bureaux
- 4 : Eaux vannes halls 4,5, pavillon 3

Des séparateurs d'hydrocarbures doivent être en place sur les réseaux collectant les eaux de voirie, en aval de tout apport d'eaux de voiries. L'exploitant doit être en mesure de justifier du dimensionnement de ces séparateurs.

L'exploitant doit bénéficier d'une autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau



public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L. 1331-10 du code de la santé publique. Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de cette autorisation. Cette autorisation est transmise par l'exploitant au Préfet.

### 3.2.3 Points de rejets vers les milieux extérieurs

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet externe(s) qui présentent les caractéristiques suivantes :

Réf.	Coordonnées (Lambert 93)	Nature des effluents	Exutoire du rejet	Nature du traitement réalisé sur le rejet	Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective	Conditions de raccordement
Pt N° 1	X : 477527 Y : 6852405	Eaux pluviales de toitures halls 1,2,3 et eaux pluviales de voiries	Réseau pluvial public	Séparateurs d'hydrocarbures en aval de toutes eaux de voiries	Réseau pluvial d'Argentan, vers l'Orne (code Sandre FRHR 295)	Autorisation de rejet
Pt N° 2	X : 477465 Y : 6852537	Eaux pluviales de toitures halls 4, 5 et eaux pluviales de voiries	Réseau pluvial public	Séparateurs d'hydrocarbures en aval de toutes eaux de voiries	Réseau pluvial d'Argentan, vers l'Orne (code Sandre FRHR 295)	Autorisation de rejet
Pt N° 3	X : 477507 Y : 6852444	Eaux vannes halls 1,2,3, pavillon 1,2, bureaux	Réseau d'assainissement collectif	/	Station de traitement collective : (code SANDRE 036100603000)	Règlement d'assainissement
Pt N°4	X : 477486 Y : 6852491	Eaux vannes halls 4,5, pavillon 3	Réseau d'assainissement collectif	/	Station de traitement collective : (code SANDRE 036100603000)	Règlement d'assainissement

## 3.3 LIMITATION DES REJETS

### 3.3.1 Caractéristiques des rejets externes

Les effluents (hors eaux vannes) doivent respecter les caractéristiques suivantes :

- pH : compris entre 5,5 et 8,5 ;
- la température des effluents rejetés doit être inférieure à 30 °C.

Pour les effluents aqueux et sauf dispositions contraires, les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures.

Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), sauf disposition contraire, 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle.

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.

Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux

polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.

Les eaux résiduelles (hors eaux vannes) respectent les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous (avant rejet au milieu considéré).

Point de rejet référencé n°1 et 2 :

- température maximale : 30 °C ;
- pH : entre 5,5 et 8,5 ;

Paramètre	Code SANDRE	Rejet n°1 et 2	
		Concentration (mg/l)	maximale
MES	1305	35	
DCO (sur effluent non décanté)	1314	125	
Hydrocarbures totaux	7009	10	
DBO <sub>5</sub>	1313	100	
Azote global	1551	30	
Phosphore total	1350	10	
Indice phénols	1440	0,3	
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX) ou halogènes des composés organiques absorbables (AOX)	1106	1	
Cyanures libres	1084	0,1	
Métaux totaux (somme de Ag + Al + As + Cd + Co + Cu + Cr + Fe + Hg + Mn + Ni + Pb + Sn + Zn)	8095	15	
Chrome et ses composés (dont chrome hexavalent et ses composés exprimés en chrome)	1389	0,1	
Arsenic et ses composés (en As)	1369	25	

### **3.4 SURVEILLANCE DES PRÉLÈVEMENTS ET DES REJETS**

#### **3.4.1 Relevé des prélèvements d'eau**

Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé mensuellement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation.

#### **3.4.2 Contrôle des rejets**

Sur les points de rejet n°1 et 2, l'exploitant fait effectuer au moins une fois par an les mesures par un laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre concerné, par un laboratoire accrédité par le comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation (european cooperation for accreditation ou EA) :



Paramètre	Code SANDRE	Type de suivi	Périodicité de la mesure	Fréquence de transmission
pH	1302	Ponctuel	Annuelle	Annuelle
température	1301			
MES	1305			
DCO (sur effluent non décanté)	1314			
Hydrocarbures totaux	7009			
DBO <sub>5</sub>	1313		Annuelle les trois premières années, puis facultatif si les trois premiers résultats sont inférieurs à la moitié de la concentration maximale définie à l'article 3.3.1	Annuelle
Azote global	1551			
Phosphore total	1350			
Indice phénols	1440			
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX) ou halogènes des composés organiques absorbables (AOX)	1106			
Cyanures libres	1084			
Métaux totaux (somme de Ag + Al + As + Cd + Co + Cu + Cr + Fe + Hg + Mn + Ni + Pb + Sn + Zn)	8095			
Chrome et ses composés (dont chrome hexavalent et ses composés exprimés en chrome)	1389			
Arsenic et ses composés (en As)	1369			

Les valeurs limites ci-dessus s'appliquent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures ou, à défaut, sur la base de deux prélèvements ponctuels espacés de 30 minutes.

Les contrôles se font, sauf stipulation contraire de la norme appliquée (si une norme est appliquée), sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents.

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.

### **3.5 SURVEILLANCE DES EFFETS DES REJETS SUR LES MILIEUX AQUATIQUES ET LES SOLS**

Non concerné

### **3.6 DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES SÉCHERESSE**

Selon le niveau de vigilance activé en application de l'arrêté départemental-cadre sécheresse, l'exploitant adapte ses activités afin de réduire ses prélèvements journaliers (par exemple : report d'activités ou travaux utilisant des quantités d'eau significatives). Le personnel doit être sensibilisé aux enjeux de réduction de la consommation d'eau.

---

## **4. AUTORISATIONS EMBARQUÉES ET MESURES COMPENSATOIRES**

---

### **4.1 AUTORISATION SPÉCIALE AU TITRE DE LA LÉGISLATION DES RÉSERVES NATURELLES NATIONALES OU DES RÉSERVES NATURELLES DE CORSE**

Non concerné

### **4.2 AUTORISATION SPÉCIALE AU TITRE DE LA LÉGISLATION DES SITES CLASSÉS**

Non concerné

### **4.3 DÉROGATION À L'INTERDICTION D'ATTEINTE AUX ESPÈCES ET HABITATS**

Non concerné

### **4.4 MESURES COMPENSATOIRE NON LIÉES À AUTORISATIONS EMBARQUÉES**

Non concerné

### **4.5 DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ÉOLIENNES**

Non concerné

### **4.6 SUIVI DES MESURES**

Non concerné



## 5. PROTECTION DU CADRE DE VIE

### 5.1 LIMITATION DES NIVEAUX DE BRUIT

Les zones à émergence réglementée sont définies par le plan en annexe 1.

#### 5.1.1 Niveaux limites de bruit en limites d'Exploitation

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

	Période de jour : de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	Période de nuit : de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore admissible	70 dB(A)	60 dB(A)

Les points de mesure figurent sur le plan définissant les zones à émergence réglementée.

### 5.2 MESURES PÉRIODIQUES DES NIVEAUX SONORES

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée six mois au maximum après la mise en service de l'installation puis tous les 5 ans.

### 5.3 DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES

#### 5.3.1 Vibrations

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

### 5.4 LIMITATION DES ÉMISSIONS LUMINEUSES

De manière à réduire la consommation d'énergie et les nuisances pour le voisinage, l'exploitant prend les dispositions suivantes :

- les éclairages intérieurs des locaux sont éteints une heure au plus tard après la fin d'occupation des locaux ;
- les éventuelles illuminations des façades des bâtiments ne peuvent être allumées avant le coucher du soleil et sont éteintes au plus tard à 1 heure.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux installations d'éclairage destinées à assurer la protection des biens lorsqu'elles sont asservies à des dispositifs de détection de mouvement ou d'intrusion.

L'exploitant doit s'assurer que la sensibilité des dispositifs de détection et la temporisation du fonctionnement de l'installation sont conformes aux objectifs de sobriété poursuivis par la réglementation, ceci afin d'éviter que l'éclairage fonctionne toute la nuit.

### 5.5 INSERTION PAYSAGÈRE

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, boues, déchets, particules de plastique....

## 6. PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

### 6.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS

#### 6.1.1 Règles générales de conception

Les matériaux utilisés dans les équipements sont compatibles avec les produits susceptibles d'être contenus (absence de réaction notamment) et les conditions de fonctionnement (température, pression...).

Les technologies de pompes, joints, instruments de mesure sont adaptées aux risques encourus.

Les organes de manœuvre pour la mise en sécurité des installations et pour la maîtrise d'un sinistre éventuel doivent être implantés de façon à rester manœuvrables en cas de sinistre.

Les tuyauteries, robinetteries et accessoires sont conformes aux normes et codes en vigueur lors de leur fabrication, sous réserve des prescriptions du présent arrêté. Pour les organes de sectionnement à fermeture manuelle, le sens de fermeture est signalé de manière visible.

Sauf exception motivée par des raisons de sécurité, d'hygiène ou de technique, les tuyauteries de transport de fluides dangereux à l'intérieur de l'établissement sont aériennes. Les tuyauteries enterrées sont repérées sur un plan tenu à jour.

#### 6.1.2 Dispositions constructives et comportement au feu

Les dispositions constructives et les caractéristiques de résistance, d'étanchéité au feu et d'isolation prises en compte comme données d'entrée de l'étude de dangers du site doivent être maintenues.

Les différentes zones (halls 1 à 3 : stockage de matière à traiter ; hall 4 : extrusion et stockage de produits finis ; hall 5 : pré-traitement des déchets) sont équipées de murs extérieurs REI120.

Les différentes zones sont séparées entre elles par des murs coupe-feu REI120, ces parois sont prolongées latéralement le long du mur extérieur sur une largeur d'1 mètre ou sont prolongées perpendiculairement au mur extérieur de 0,50 mètre en saillie de la façade. Les éléments séparatifs entre ces zones dépassent d'au moins 1 mètre la couverture du bâtiment au droit du franchissement. A défaut, un flocage REI120 est mis en place sur une largeur de 4 mètres de toiture le long du mur. La toiture est recouverte d'une bande de protection sur une largeur minimale de 5 mètres de part et d'autre des parois séparatives. Cette bande est en matériaux A2 s1 d0 ou comporte en surface une feuille métallique A2 s1 d0. Les justificatifs prévus au dernier paragraphe du présent article doivent notamment porter sur le respect de cette prescription, ou d'une configuration équivalente.

Les ouvertures effectuées dans les éléments séparatifs (passage de gaines, tuyauteries et convoyeurs, portes) sont munies de dispositifs assurant un degré de tenue au feu équivalent à celui exigé pour ces éléments séparatifs. Si un degré de tenue au feu est exigé pour la paroi, les fermetures manœuvrables sont associées à un dispositif assurant leur fermeture automatique en cas d'incendie, que l'incendie soit d'un côté ou de l'autre de cet élément séparatif.

Les portes de ces éléments doivent être REI120 ou constituer un sas de deux blocs-porte REI60. A défaut, une seule porte REI60 peut être acceptée, à condition qu'elle soit couverte par le jet d'au minimum deux têtes de sprinklage en cas d'incendie et qu'aucun stockage de matières combustibles ne soit réalisé à moins de 5 mètres de ces portes. Cet espace d'interdiction doit être matérialisé au sol.

La couverture des bâtiments doit être de classe Broof (T3) ou posséder des caractéristiques équivalentes.

Le sol des locaux est incombustible (de classe A1 fl ou équivalent).

Les bureaux et les locaux sociaux, à l'exception des éventuels bureaux dits de quais destinés à accueillir le personnel travaillant directement sur les stockages et les quais, sont situés dans un local clos distant d'au moins 10 mètres des cellules de stockage. Cette distance peut être inférieure à 10 mètres si les bureaux et locaux sociaux sont :

- isolés par une paroi jusqu'en sous-face de toiture et des portes d'intercommunication munies d'un ferme-porte, qui sont tous REI 120 ;
- sans être contigus avec les cellules où sont présentes des matières dangereuses.

La chaudière est installée dans un local équipé de murs et d'un plafond REI120, ne comportant aucun autre stockage que les produits et matières strictement nécessaires à son fonctionnement.



Des justificatifs attestant des caractéristiques de résistance au feu des bâtiments sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées dans un délai de 6 mois après la notification du présent arrêté.

#### 6.1.3 Désenfumage

Les cellules de stockage sont divisées en cantons de désenfumage d'une superficie maximale de 1 650 mètres carrés et d'une longueur maximale de 60 mètres (un seul canton pour les halls 1 à 4 et deux cantons de 1500 m<sup>2</sup> et 600 m<sup>2</sup> pour le hall 5). Chaque écran de cantonnement est stable au feu de degré un quart d'heure, et a une hauteur minimale de 1 mètre, sans préjudice des dispositions applicables par ailleurs au titre des articles R. 4216-13 et suivants du code du travail. La distance entre le point bas de l'écran et le point le plus près des stockages est supérieure ou égale à 0,5 mètre.

Les halls d'activité et de stockage sont équipés d'exutoires de désenfumage représentant au minimum 1 % de la superficie de chaque local.

Les dispositifs concourant au désenfumage sont entretenus régulièrement, maintenus en bon état de fonctionnement et sont opérationnels.

Les commandes relatives au désenfumage sont positionnées judicieusement à l'entrée des locaux couverts. Ces commandes sont accessibles en permanence.

L'exploitant dispose et tient à la disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs de vérifications et d'entretiens des dispositifs concourant au désenfumage.

L'exploitant fait réaliser sous 3 mois après notification du présent arrêté une étude quantitative de toxicité des fumées en cas d'incendie des stocks de déchets, de produits intermédiaires et de produits finis. Les résultats de cette étude sont transmis à l'inspection des installations classées.

#### 6.1.4 Événements et parois soufflables

L'installation de dépoussiérage est équipée d'un ou plusieurs événements dimensionnés, conçus et installés suivant les règles de l'art. Ces événements sont maintenus en bon état de fonctionnement et sont opérationnels. L'exploitant dispose et tient à la disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs relatifs au dimensionnement, au bon entretien et à la vérification régulière de ces dispositifs.

#### 6.1.5 Organisation des stockages

Les stockages de matières combustibles (déchets plastiques entrants, produits intermédiaires, produits finis, emballages et consommables...) doivent respecter les localisations, les natures de produits, les quantités et dimensions de stockage mentionnées dans l'étude de dangers du site et utilisées comme données d'entrée des modélisations des conséquences en cas d'incendie qui y figurent.

Notamment, les quantités maximales de déchets entrants ou produits finis PEHD et polypropylène sont de 6000 m<sup>3</sup> en intérieur et 1900 m<sup>3</sup> en extérieur.

Au maximum 1200 m<sup>3</sup> de produits finis ou semi-finis (fibre nettoyée, agglomérats et granulés) sont stockés dans le hall 4, sur des emplacements signalés, à une distance minimale de 5 m des machines de production et des stocks attendant strictement nécessaires à la production. L'exploitant prend toutes les dispositions pour permettre une libre circulation autour des machines et s'assure que les équipements et machines présents dans le hall ne peuvent pas impacter la sécurité du stockage, même en cas de défaillance. Les machines et équipements présents dans ce hall (procédé plasturgie/extrusion) comportent des dispositifs adaptés permettant de détecter et d'intervenir précocement sur tout dysfonctionnement susceptible de générer un incendie (arrêt d'urgence coup de poing, contrôleurs de surintensité électrique, contrôleurs de température, contrôleurs de rotation...). L'exploitant assure également un nettoyage régulier de l'atelier afin de supprimer tout dépôt au sol de matières combustibles dans la zone des 5 mètres précitée.

#### 6.1.6 Matériels utilisables en atmosphères explosibles

Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 6.2.1 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du code de l'environnement.

#### 6.1.7 Installations électriques

Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en



vigueur.

Pour les installations susceptibles de présenter des risques d'explosion, les installations électriques sont, notamment, exploitées conformément à l'arrêté ministériel du 31/03/1980 relatif à la réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion.

À proximité d'au moins la moitié des issues est installé un interrupteur central, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique pour chaque local à risques identifiés à l'article 6.2.1,

Les transformateurs de courant électrique, lorsqu'ils sont accolés ou à l'intérieur de l'installation, sont situés dans des locaux fermés largement ventilés et isolés des entreposages de matières combustibles par une distance d'au moins 10 mètres.

Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé.

Si l'éclairage met en œuvre des lampes à vapeur de sodium ou de mercure, l'exploitant prend toute disposition pour qu'en cas d'éclatement de l'ampoule, tous les éléments soient confinés dans l'appareil.

Les appareils d'éclairage électrique ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation ou sont protégés contre les chocs. Ils sont en toute circonstance éloignés des matières entreposées pour éviter leur échauffement.

#### 6.1.8 Dispositif de conduite

Le dispositif de conduite des installations est conçu de façon à ce que le personnel concerné ait immédiatement connaissance de toute dérive des paramètres de conduite par rapport aux conditions normales d'exploitation.

Les paramètres importants pour la sécurité des installations sont mesurés, si nécessaire enregistrés en continu et équipés d'alarme.

Sans préjudice de la protection de personnes, les salles de contrôle des unités sont protégées contre les effets des accidents survenant dans leur environnement proche, en vue de permettre la mise en sécurité des installations.

#### 6.1.9 Accessibilité des engins de secours à proximité de l'installation

Le site doit comporter depuis l'avenue de l'industrie deux accès poids-lourds et un accès véhicules légers.

Une voie « engins » doit permettre de circuler sur l'ensemble de la périphérie du bâtiment principal.

La voie « engins » est maintenue dégagée pour la circulation sur le périmètre de l'installation et est positionnée de façon à ne pas être obstruée par l'effondrement de cette installation et par les eaux d'extinction.

Cette voie « engins » respecte les caractéristiques suivantes :

- la largeur utile est compatible avec la circulation des engins de secours et d'intervention, la hauteur libre au minimum de 4,5 mètres et la pente inférieure à 15 % ;
- dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une surlargeur de  $S = 15/R$  mètres est ajoutée ;
- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum.

#### 6.1.10 Aires Échelles

La voie engins mentionnée à l'article 6.1.9 doit donner accès à au moins deux aires de stationnement des échelles et bras élévateurs articulés, positionnées sur deux faces opposées du bâtiment en accord avec les services du SDIS et respectant les caractéristiques suivantes :

- la largeur utile est au minimum de 4 mètres, la longueur de l'aire de stationnement au minimum de 15 mètres, la pente au maximum de 10 % ;
- aucun obstacle aérien ne gêne la manœuvre de ces échelles à la verticale de l'ensemble de la voie ;
- la distance par rapport à la façade est d'1 mètre minimum et 8 mètres maximum pour un stationnement parallèle au bâtiment et inférieure à 1 mètre pour un stationnement perpendiculaire au bâtiment ;



- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum, et présente une résistance minimale au poinçonnement de 88 N/cm<sup>2</sup>.

#### 6.1.11 Dispositifs de rétention et de confinement des déversements et pollutions accidentelles

Les capacités de rétention sont étanches aux produits qu'elles pourraient contenir et résistent à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour leurs dispositifs d'obturation qui est maintenu fermé.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement ainsi que des liquides combustibles de point éclair compris entre 60 °C et 93 °C, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs installés en fosse maçonnée ou assimilés.

L'exploitant s'assure aussi souvent que nécessaire que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant. À cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté.

I - Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60 °C et 93 °C, 50 % de la capacité totale des récipients ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients ;

II - L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) à la rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les matériaux de la rétention utilisés doivent être adaptés aux produits utilisés de manière, en particulier, à éviter toute réaction parasite dangereuse. Les réservoirs non mobiles sont, de manière directe ou indirecte, ancrés au sol de façon à résister au moins à la poussée d'Archimède.

Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage.

Ce dispositif de surveillance est pourvu d'une alarme de niveau haut.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour garantir que les produits utilisés sont conformes aux spécifications techniques que requiert leur mise en œuvre, quand celles-ci conditionnent la sécurité.

III - Les tuyauteries doivent être installées à l'abri des chocs et donner toute garantie de résistance aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques. Il est en particulier interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et les robinets ou clapets d'arrêt, isolant ce réservoir des appareils d'utilisation.

IV - Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir collecter les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. La gestion de ces liquides respecte les dispositions du présent arrêté.

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules routiers sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles.

Des zones adéquates sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de matières dangereuses, en attente de chargement ou de déchargement.

Le transport des produits ou matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...). En cas d'incident ou d'accident, La gestion de ces produits ou matières respecte les dispositions du présent arrêté.



En particulier, les transferts de produits dangereux à l'aide de réservoirs mobiles s'effectuent suivant des parcours bien déterminés et sont effectués en application de consignes particulières.

V - Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.

En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.

En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.

Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé par calcul de la somme :

- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part,
- du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part,
- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.

Les capacités minimales de rétention ainsi calculées figurent par zone dans le tableau suivant :

Halls ou surfaces concernés	Besoin de confinement	Zones de confinement principales
Halls 1 à 3	880 m <sup>3</sup>	Sous-sol étanche, cuvette extérieure à l'arrière du bâtiment (rétention des quais)
Hall 4	685 m <sup>3</sup>	Sous-sol étanche, cuvette extérieure à l'arrière du bâtiment (rétention des quais)
Hall 5	765 m <sup>3</sup>	Cuvette extérieure à l'arrière du bâtiment (rétention des quais), bassin de 200 m <sup>3</sup> à créer
Dépôts extérieurs	200 m <sup>3</sup>	Bassin de confinement de 200 m <sup>3</sup> à créer

Un dispositif pérenne dans le temps, régulièrement entretenu et testé au moins une fois par an, doit permettre d'isoler les réseaux d'eau résiduaux et pluviaux internes au site des réseaux extérieurs au site. Ce dispositif doit être signalé, son mode d'action doit faire l'objet d'une consigne. Il doit être régulièrement entretenu et testé au moins une fois par an.

Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

## **6.2 DISPOSITIFS ET MESURES DE PRÉVENTION DES ACCIDENTS**

### **6.2.1 Localisation des risques**

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de substances ou mélanges dangereux stockés ou utilisés ou d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.



### 6.2.2 Dispositions générales

L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.

L'exploitant désigne par écrit une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Il est interdit d'apporter du feu ou une source d'ignition sous une forme quelconque dans les zones de dangers présentant des risques d'incendie ou d'explosion sauf pour les interventions ayant fait l'objet d'un permis d'intervention spécifique.

### 6.2.3 Utilités

L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou alimentent les équipements importants concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations. L'exploitant met en place le dispositif adapté pour être informé d'une rupture ou indisponibilité d'utilité. Dans ces situations, l'exploitant met en œuvre des dispositions matérielles et ou organisationnelles à caractère temporaire, préalablement testées et opérationnelles, pour maintenir les installations dans leur domaine de sécurité.

Les équipements et paramètres importants pour la sécurité doivent pouvoir être maintenus en service ou mis en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation électrique principale.

Les réseaux électriques alimentant ces équipements importants pour la sécurité sont indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la destruction simultanée de l'ensemble des réseaux d'alimentation.

### 6.2.4 Vérification périodique et maintenance des équipements

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche, etc.) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.

Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

### 6.2.5 Domaine de fonctionnement sûr des procédés

L'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sûreté de fonctionnement des installations. Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans les plages de fonctionnement sûr et au niveau de sécurité décrit dans le dossier de demande d'autorisation environnemental de l'exploitant. L'installation est équipée de dispositifs d'alarme lorsque les paramètres sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement sûr. Le déclenchement de l'alarme entraîne des mesures automatiques ou manuelles appropriées à la correction des dérives.

Les dispositifs utilisés à cet effet sont indépendants des systèmes de conduite. Toute disposition contraire doit être justifiée et faire l'objet de mesures compensatoires pour maintenir le niveau de sécurité fixé dans le dossier de demande d'autorisation environnemental de l'exploitant.

Les systèmes de mise en sécurité des installations sont à sécurité positive.

### 6.2.6 Arrêts d'urgence

Les installations disposent d'arrêts d'urgence et/ou de moyens d'isolement permettant de mettre en sécurité tout ou partie de celles-ci. Des procédures ou consignes en définissent les conditions d'utilisation.

Ces dispositifs d'urgence doivent être repérés, identifiés clairement et accessibles en toute circonstance.

### 6.2.7 Surveillance et détection

Chaque local technique, armoire technique ou partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 6.2.1 en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire, ou concourant à la protection (local de la pomperie incendie, local des alimentations de secours, etc.) dispose d'un dispositif



de détection d'incendie ou d'atmosphère explosive. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité, détermine et met en œuvre les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et le cas échéant d'extinction. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Conformément aux engagements dans l'étude de dangers, et le cas échéant en renforçant son dispositif, l'exploitant met en place un réseau de détecteurs en nombre suffisant avec un report d'alarme.

L'exploitant tient à jour, dans le cadre de son référentiel d'exploitation, la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

Les détecteurs fixes déclenchent, en cas de dépassement des seuils prédéterminés :

- des dispositifs d'alarmes sonore et visuelle destinés au personnel assurant la surveillance de l'installation ;
- un report d'alarme par téléphone vers un service de gardiennage disponible 24h sur 24 ;
- une mise en sécurité de l'installation selon des dispositions spécifiées par l'exploitant.

La surveillance d'une zone de danger ne repose pas sur un seul point de détection.

Tout incident ayant entraîné le dépassement de l'un des seuils donne lieu à un compte rendu écrit tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

La remise en service d'une installation arrêtée à la suite d'une détection, ne peut être décidée que par une personne déléguée à cet effet, après examen détaillé des installations, et analyse de la défaillance ayant provoqué l'alarme.

## **6.3 MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS**

### **6.3.1 Moyens de lutte contre l'incendie**

L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens précisés comme ci-après :

- une réserve d'eau d'une capacité minimum de 120 m<sup>3</sup> et équipée d'un poteau d'aspiration normalisé et adapté aux moyens d'intervention des services d'incendie et de secours. La réserve incendie doit être disponible en toutes circonstances et quelle que soit la météo. Cette réserve, constituée d'une poche souple située en dehors de tout flux thermique, est aménagée selon les recommandations du Règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie (RDDECI), et notamment de la fiche technique n°7. Elle est complétée d'un poteau d'aspiration disposé selon les recommandations de la fiche technique n°10. Enfin, une aire d'aspiration est aménagée au droit de cette réserve d'eau, dans les conditions exigées par la fiche technique n°3. Ces 3 fiches sont annexées au présent arrêté (annexe 2). Une fois installées, les réserves doivent faire l'objet d'une réception officielle et le PV de conformité doit être transmis dès réception au service prévision du SDIS 61 et à l'inspection des installations classées ;
- deux poteaux incendie extérieurs au site, situés respectivement à 50 m et 150 m, capables de fournir respectivement 125 et 130 m<sup>3</sup>/h, et 190 m<sup>3</sup>/h en simultané. L'exploitant doit conserver des justificatifs récents des débits disponibles à ces poteaux ;
- un système d'extinction automatique d'incendie de type « sprinkler », équipant les halls 1 à 5, adapté aux produits présents, conçu, installé et entretenu régulièrement conformément aux référentiels en vigueur. L'exploitant doit être en mesure de justifier de cette conformité. Ce réseau doit être équipé :
  - de têtes d'arrosage réparties selon les risques à couvrir, actionnées par des thermofusibles ;
  - d'une réserve d'eau de 550 m<sup>3</sup>, maintenue pleine en permanence et comportant un dispositif de vérification du niveau de remplissage ;
  - d'un groupe motopompe thermique d'une capacité suffisante, alimenté par une cuve double peau de gazole de 173 litres.

Tout stockage est interdit à moins de 1 m des têtes d'arrosage du réseau « sprinkler ».



Les moyens sont complétés par les moyens suivants :

- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, judicieusement répartis dans l'établissement, et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles, des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets et des équipements de traitement des déchets et de fabrication de granulés plastiques ;
- des robinets d'incendie armés opérationnels, équipant les halls 4 et 5, alimentés par un réseau correctement dimensionné et entretenu ;
- des réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres associés à des pelles.

Les équipements de lutte contre l'incendie sont opérationnels, entretenus et maintenus en bon état aussi souvent que nécessaire, repérés et facilement accessibles en toute circonstance.

Un plan des moyens de lutte contre l'incendie est tenu en permanence, de façon facilement accessible, à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

#### **6.4 PRÉVENTION DES ACCIDENTS LIÉS AU VIEILLISSEMENT**

Pas de prescriptions spécifiques

#### **6.5 PRÉVENTION DU RISQUE INONDATION**

Pas de prescriptions spécifiques, le site est situé en dehors des zones à risques d'inondation déterminées dans le Plan de Prévention des Risques d'inondation (PPRI) de l'Orne.

#### **6.6 CONDITIONS D'EXPLOITATION EN PÉRIODE DE DÉMARRAGE, DE DYSFONCTIONNEMENT OU D'ARRÊT MOMENTANÉ**

Le fonctionnement des installations de traitement des déchets doit être assujéti au fonctionnement du système de captation de poussières prévu à l'article 2.1, y compris en phases transitoires de démarrage et d'arrêt.

## 7. PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS

### 7.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS

Les déchets produits, entreposés ou traités dans l'établissement le sont dans des conditions ne présentant pas de risques pour les populations avoisinantes et pour l'environnement (prévention d'un lessivage par les eaux météoritiques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs).

Les déchets produits par l'activité du site sont entreposés et gérés selon les modalités définies à l'article 7.2. Les déchets entrants sur le site sont entreposés et gérés selon les modalités définies à l'article 7.4.

### 7.2 PRODUCTION DE DÉCHETS TRI, RECYCLAGE ET VALORISATION

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivants :

Type de déchets	Code des déchets	Mode de stockage
Refus de tri (paille, terre, résidus plastiques, cailloux, ...)	19 12 12	Bennes couvertes 30 m <sup>3</sup> ou saches plastiques 1400 litres
Sachets (contenant initial des filets et ficelles)	19 12 04	Bennes couvertes 30 m <sup>3</sup> ou balles
Poussières issues de la centrale de filtration	19 12 12	Big-bags fermés stockés à l'abri des intempéries
Produits usagés de maintenance	Différents codes (dont déchets dangereux)	Stockages en petites quantités en contenants adaptés
Déchets issus du nettoyage et curage des réseaux et séparateurs à hydrocarbures	Codes de la série 13 05 XX* (déchets dangereux) 20 03 06 (déchets non dangereux)	Camions de curage (pas d'entreposage sur site).

L'exploitant doit respecter les principes généraux dont la hiérarchie des modes de traitement de déchets prévus à l'article L.541-1 II du code de l'environnement. L'exploitant doit s'assurer que les personnes à qui il remet des déchets sont autorisées à les prendre en charge et que les installations destinataires (installations finales ou intermédiaires) sont régulièrement autorisés ou déclarés à cet effet. Il doit être en mesure de justifier de cette vérification sur demande de l'inspection des installations classées.

### 7.3 LIMITATION DU STOCKAGE SUR SITE

Les quantités entreposées de déchets sur le site ne dépassent pas les valeurs suivantes :

Type de déchets	Quantités maximales stockées sur le site
Refus de tri (paille, terre, résidus plastiques, cailloux, ...)	60 m <sup>3</sup> – 50 tonnes maximum
Sachets (contenant initial des filets et ficelles)	60 m <sup>3</sup> maximum
Poussières issues de la centrale de filtration	60 m <sup>3</sup> – 20 tonnes maximum
Produits usagés de maintenance	500 kg
Déchets entrants PEHD de type filets agricoles et ficelles en polypropylène (ou déchet d'origines différentes avec matières et propriétés analogues).	6000 m <sup>3</sup> (stockages intérieurs) et 1900 m <sup>3</sup> (stockages extérieurs)

La durée du stockage temporaire des déchets destinés à être éliminés ne dépasse pas un an, celle des déchets destinés à être valorisés ne dépasse pas trois ans.



Les stockages extérieurs doivent être organisés pour ne pas être à l'origine d'émissions de matières lessivées, de particules, de poussières ou d'odeurs.

## **7.4 GESTION DES DÉCHETS REÇUS PAR L'INSTALLATION**

### 7.4.1 Description des déchets entrants

Les principaux déchets reçus pour traitement sur le site sont les suivants :

Type de déchets	Code déchet	Provenance autorisée dans le respect du principe de proximité	Quantités maximales admises
Déchets en PEHD de type filets agricoles	15 01 02	France (90 % minimum)	Admission de 13 500 tonnes par an
Ficelles en polypropylène	02 01 04	Union Européenne + Royaume-Uni (10 % maximum)	70 t/j pour le pré-traitement 25 t/j pour l'extrusion

Les déchets non listés à cet article ne sont pas admis, et notamment :

- les déchets dangereux, qu'ils soient identifiés comme tels ou que leurs propriétés conduisent à leur affecter ce statut ;
- les déchets d'activités de soins et assimilés à risque infectieux ;
- l'amiante ;
- les déchets contenant des polluants organiques persistants (pop) ;
- les déchets radioactifs ;
- les déchets contaminés aux PCB/PCT ;
- les véhicules hors d'usage ;
- les déchets contiennent les fluides frigorigènes de type CFC, HCFC ou HFC ;
- les déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) ;
- les déchets de tissus animaux.

### 7.4.2 Admission des déchets – information préalable

Avant toute livraison de déchets à traiter sur le site, l'exploitant doit obtenir du producteur ou du détenteur une caractérisation de base du déchet, qui consiste à fournir les informations suivantes :

- source et origine du déchet ;
- informations concernant le processus de production du déchet (description et caractéristiques des matières premières et des produits) ;
- données concernant la composition du déchet ;
- apparence du déchet (odeur, couleur, apparence physique) ;
- code du déchet conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- certification du caractère non-dangereux du déchet ;
- au besoin, précautions supplémentaires à prendre au niveau de l'installation de traitement.

Dans le cas de déchets régulièrement produits dans un même processus, la caractérisation de base apportera des indications sur la variabilité des différents paramètres caractéristiques des déchets. Le producteur ou le détenteur des déchets informe l'exploitant de toutes modifications significatives apportées au procédé à l'origine du déchet.

Si des déchets issus d'un même processus sont produits dans des installations différentes, une seule caractérisation de base peut être réalisée si elle est accompagnée d'une étude de variabilité entre les différents sites, montrant l'homogénéité des sur les paramètres de la caractérisation de base.

Le producteur ou le détenteur du déchet fait procéder ensuite, et au plus tard un an après la réalisation de la caractérisation de base, à la vérification de la conformité, visant à vérifier leur conformité avec les informations fournies lors de la caractérisation de base.

Les résultats de ce processus sont conservés par l'exploitant et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées jusqu'à trois ans après la dernière admission d'un lot du déchet ainsi caractérisé.

#### 7.4.3 Admission des déchets – acceptation préalable

Un déchet n'est admis dans l'installation qu'après délivrance par l'exploitant au producteur ou au détenteur du déchet d'un certificat d'acceptation préalable. Ce certificat est établi au vu des résultats de l'information préalable et, si celle-ci a été réalisée il y a plus d'un an, de la vérification de la conformité. La durée de validité d'un tel certificat est d'un an au maximum.

Pour tous les déchets soumis à la procédure d'acceptation préalable, l'exploitant précise lors de la délivrance du certificat la liste des critères d'admission appliqués. Les certificats d'acceptation préalable sont conservés par l'exploitant et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées jusqu'à trois ans après la dernière admission d'un lot du déchet concerné.

#### 7.4.4 Vérifications à l'admission

I. - Lors de l'arrivée des déchets sur le site, l'exploitant :

- vérifie l'existence d'une information préalable et d'un certificat d'acceptation préalable ;
- vérifie, le cas échéant, les documents requis par le règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets ;
- réalise une pesée ;
- réalise un contrôle visuel lors de l'admission sur site ou lors du déchargement ;
- délivre un accusé de réception écrit pour chaque livraison admise sur le site.

II. - Dans le cas de flux importants et uniformes de déchets en provenance d'un même producteur, la nature et la fréquence des vérifications réalisées sur chaque chargement sont déterminées en fonction des procédures de surveillance appliquées par ailleurs sur l'ensemble de la filière d'élimination.

III. - En cas de non-présentation d'un des documents requis ou de non-conformité du déchet reçu avec le déchet annoncé, l'exploitant informe sans délai le producteur ou le détenteur du déchet. Le chargement est alors refusé, en partie ou en totalité. L'exploitant adresse dans les meilleurs délais, et au plus tard quarante-huit heures après le refus, une copie de la notification motivée du refus du chargement, au producteur ou au détenteur du déchet, et conserve une copie de ces documents à la disposition de l'inspection des installations classées. En cas de détection de déchets présentant des risques significatifs pour les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, l'exploitant informe également sous 48h l'inspection des installations classées.

#### 7.4.5 Registres déchets

Conformément à l'article R541-43 du code de l'environnement, l'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées un registre des admissions et un registre des documents d'accompagnement des déchets (information préalable et résultats de caractérisation de base ou du contrôle de conformité), de même qu'un registre des refus, un registre des expéditions.

En complément des prescriptions générales applicables aux registres des installations de traitement/valorisation de déchets, l'exploitant consigne sur le registre des admissions, pour chaque véhicule apportant des déchets :

- le résultat des contrôles d'admission (contrôle visuel et contrôle des documents d'accompagnement des déchets) ;
- la date de délivrance de l'accusé de réception ou de la notification de refus et, le cas échéant, le motif du refus.

#### 7.4.6 Sortie du statut de déchet

A l'issue de l'ensemble du processus de valorisation, la matière sort du statut de déchet sous réserve que le processus (séparation et découpe des fibres, effilochage, séparation des impuretés, extrusion) permette de respecter les critères de l'article L541-4-3 du code de l'environnement.



## **8. CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS ET ÉQUIPEMENTS CONNEXES**

### **8.1 CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS RELEVANT DES RUBRIQUES A, E OU D**

Non concerné

### **8.2 CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES AU FONCTIONNEMENT DE L'ÉTABLISSEMENT**

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...

Les installations de traitement de déchets, doivent disposer d'une réserve de produits et consommables suffisante pour leur permettre d'assurer une continuité de leur activité et de la surveillance de leurs rejets dans des conditions exceptionnelles.

Les stocks de réactifs doivent notamment être suffisants pour assurer une continuité de l'activité pour une durée minimale de 2 mois.

### **8.3 ACTIVITÉS CONNEXES**

Non concerné

### **8.4 MODIFICATIONS ET COMPLÉMENTS APPORTÉS AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTÉRIEURS**

Non concerné

### **8.5 RUBRIQUE 2661.1.B**

L'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2661 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement s'applique aux installations concernées, à l'exception des articles suivants pour lesquels il est accordé un aménagement des prescriptions :

**Article 5 – implantation** : La distance minimale de 10m des limites de propriété est ramenée de 10 mètres à 6 mètres pour le hall 4 qui abrite l'installation d'extrusion, afin de tenir compte de la construction déjà existante du bâtiment. Les mesures compensatoires prescrites sont les suivantes : l'espace entre le bâtiment et les limites de propriété ne doit accueillir aucun stockage de produits combustibles, inflammables ou comburants, la végétation bordure de propriété doit être régulièrement entretenue.

**Article 11.1 – comportement au feu des bâtiments** : Les portes coupe-feu dans les parois REI120 séparant le hall 4 des autres halls ne sont pas REI120 mais REI60. Les dispositions de l'article 6.1.2 du présent arrêté valent mesures compensatoires. En cas de remplacement ou d'ajout d'une porte, la nouvelle doit être REI120.

**Article 12.2 – désenfumage** : La surface de désenfumage est ramenée de 2 % à 1 % minimum de la surface de la toiture. Les mesures compensatoires prescrites sont les suivantes : création de deux aires pour le stationnement des échelles et engins de levage (voir article 6.1.10 du présent arrêté).

**Article 34 – eaux pluviales** : Une partie des réseaux existants ne permettent pas de séparer les eaux pluviales non polluées (toitures notamment) des eaux potentiellement polluées (voiries notamment), compte-tenu de la construction déjà existante des bâtiments et des réseaux. Les mesures compensatoires prescrites sont les suivantes : présence de séparateurs convenablement dimensionnés (voir article 3.2.2 du présent arrêté) et dispositifs d'obturation en cas d'accident (voir article 6.1.11 du présent arrêté).

### **8.6 RUBRIQUE 1510.2**

L'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 s'applique aux installations classées à déclaration sous la rubrique 1510.2, sous réserve des aménagements ou dispositions plus contraignantes figurant au présent arrêté.

---

## 9. DISPOSITIONS FINALES

---

### 9.1 CADUCITÉ

L'arrêté d'autorisation environnementale cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de trois ans à compter du jour de la notification de l'autorisation, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai et sans préjudice des dispositions des articles R. 211-117 et R. 214-97.

Le délai mentionné ci-dessus est suspendu jusqu'à la notification au bénéficiaire de l'autorisation environnementale :

- 1° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre l'arrêté d'autorisation environnementale ou ses arrêtés complémentaires ;
- 2° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre le permis de construire du projet ou la décision de non-opposition à déclaration préalable ;
- 3° D'une décision devenue irrévocable en cas de recours devant un tribunal de l'ordre judiciaire, en application de l'article L. 480-13 du code de l'urbanisme, contre le permis de construire du projet.

### 9.2 DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de CAEN.

- 1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :
  - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
  - b) La publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans l'Orne prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

### 9.3 PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement :

- 1° Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale ou de l'arrêté de refus est déposée à la mairie d'Argentan du projet et peut y être consultée ;
- 2° Un extrait de ces arrêtés est affiché à la mairie d'Argentan du projet pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- 3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R. 181-38 ;
- 4° L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans l'Orne pendant une durée minimale d'un mois.

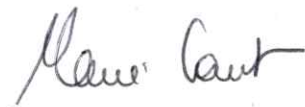


#### **9.4 EXÉCUTION**

La secrétaire générale de la préfecture de l'Orne, la sous-préfète de l'arrondissement d'Argentan, le directeur départemental des territoires de l'Orne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le directeur de l'agence régionale de santé et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au maire d'Argentan et à la société RECYOUEST.

Alençon, le **10 OCT. 2022**

Pour le Préfet,  
La Sous-Préfète,  
Secrétaire Générale



Marie CORNET

Annexe 1 : Plan du site et Zones à Émergence réglementée

Pour être annexé à mon arrêté préfectoral

n° 1122-20-22-088 en date du **10 OCT. 2022**

Pour le Préfet,  
La Sous-Préfète,  
Secrétaire Générale

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Marie Cornet', written in a cursive style.

Marie CORNET

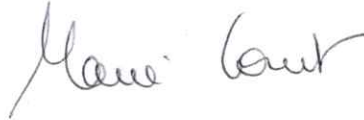




Pour être annexé à mon arrêté préfectoral

n° 1122-20-22-088 en date du **10 OCT. 2022**

Pour le Préfet,  
La Sous-Préfète,  
Secrétaire Générale

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Marie Cornet', written in a cursive style.

**Marie CORNET**





## LES AIRES OU PLATES-FORMES D'ASPIRATION

L'aire de station permet la mise en aspiration aisée d'un engin pompe au bord des cours d'eau, des pièces d'eau, des citernes, des bassins. Elle doit répondre aux caractéristiques suivantes :

- être accessible en tout temps et toutes circonstances, par un chemin ou une route praticable par les engins incendie (largeur minimale de 3 mètres, sur sol dur ou stabilisé) ou de préférence par une voie-engins (Cf fiche technique 12),
- avoir une superficie minimale de 32 m<sup>2</sup> (8x4), avec une pente de 2% afin d'évacuer les eaux de ruissellement, mais limité à 7 % pour des raisons de sécurité (gel, boue...). Un caniveau central évasé permet l'évacuation constante de l'eau résiduelle en direction de l'orifice de puisage,
- être aménagée en matériaux durs. La résistance mécanique minimale du sol doit être de 160 kN (kilo newton) avec un maximum de 90 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,60 mètres,
- la hauteur d'aspiration (différence entre le plan de station et le niveau de la nappe d'eau) ne doit pas, dans les conditions les plus défavorables, être supérieure à 6 mètres,
- dans le cas où elle est aménagée près d'un point d'eau naturel, un bassin, afin d'éviter que, par suite d'une fausse manoeuvre, l'engin ne tombe à l'eau, il convient de mettre en place une butée de 30 centimètres de hauteur du côté de l'eau, interrompue au centre pour permettre l'écoulement de l'eau résiduelle,
- elle est signalée par des pancartes très visibles précisant la destination de l'ouvrage, son volume si nécessaire après avis du Sdis et en même temps l'interdiction de l'utiliser, même momentanément, pour tout autre usage que celui auquel il est destiné (Cf fiche technique 11),
- elle peut être parallèle ou perpendiculaire au point d'eau et au plus près, de manière à réduire la longueur de la ligne d'aspiration (8 mètres maximum).

Si l'accès d'un engin lourd n'est pas possible (configuration, nature du terrain), la création d'une aire accessible aux motopompes peut être envisagée. Elle doit mesurer au minimum 12 m<sup>2</sup> (4x3).



Service Départemental d'Incendie et de Secours de l'Orne  
Bureau Prévision

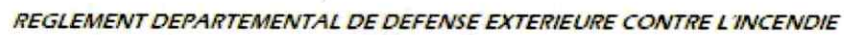


Diagram illustrating the technical specifications for a fire truck (camion) on a ramp (pente) leading to a water body (eau).

The truck is shown on a ramp with a **Pente de 2 cm par mètre** (2 cm per meter slope).

Key dimensions and specifications:

- Résistance mécanique minimale 160 KN** (dont 90 KN maximum par essieu) - Minimum mechanical resistance 160 KN (with 90 KN maximum per axle).
- Butée H = 0,30 m** - Bump height 0.30 m.
- 6 m maxi** - Maximum length of the truck chassis.
- 8 m maxi** - Maximum length of the water hose.
- Niveau des eaux les plus basses** - Lowest water level.
- 0,30 m mini** - Minimum water depth for the hose to reach the water.
- 0,50 m mini** - Minimum water depth for the truck to enter the water.





## LES CITERNES SOUPLES

Les citernes souples peuvent satisfaire aux besoins des services d'incendie dans les secteurs où le réseau de distribution d'eau est insuffisamment dimensionné pour permettre l'implantation d'un hydrant.

Ces aménagements présentent des avantages en termes d'hygiène et de salubrité, de réduction du risque accident, d'inconvénients dus à l'évaporation, de pollution, par rapport aux équipements à ciel ouvert.

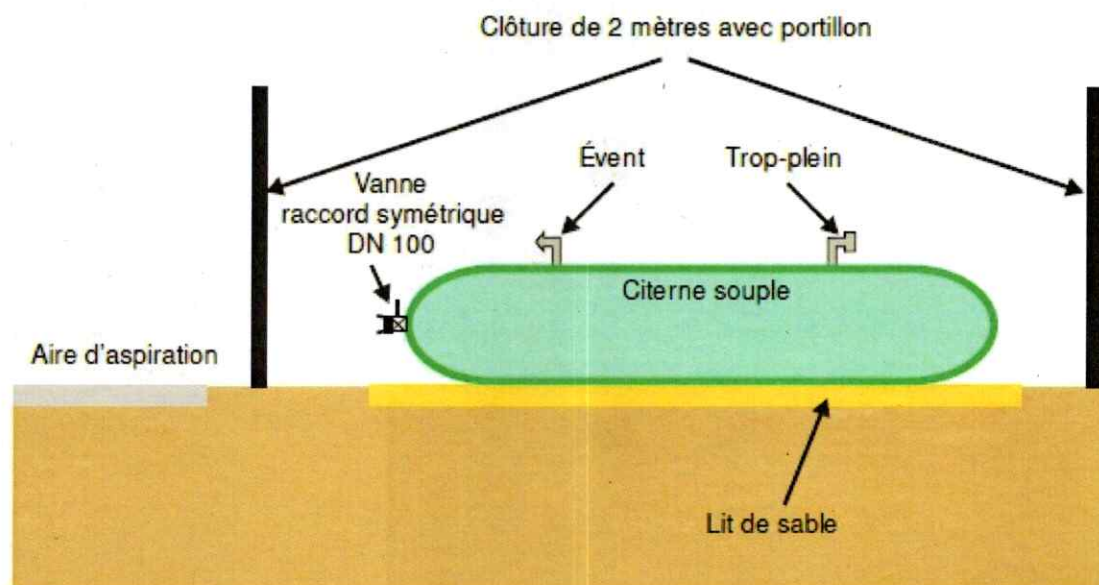
Elles doivent répondre aux exigences précisées dans la fiche technique 2 du RDDECI 61 et être implantées en dehors des zones de dangers de flux thermique et de surpression.

Leur installation nécessite une surface parfaitement plane, horizontale, stable, propre, sans élément perforant.

Suivant l'environnement du site, une protection sur le pourtour de la citerne peut être recommandée par la pose d'une clôture et d'un portillon, face à la vanne, dont le dispositif d'ouverture devra être équipé d'un triangle de manœuvre mâle placé dans un cylindre en conformité avec les moyens utilisables par les sapeurs-pompiers (clé polycoise, triangle femelle 12 mm, cf fiche technique 12).

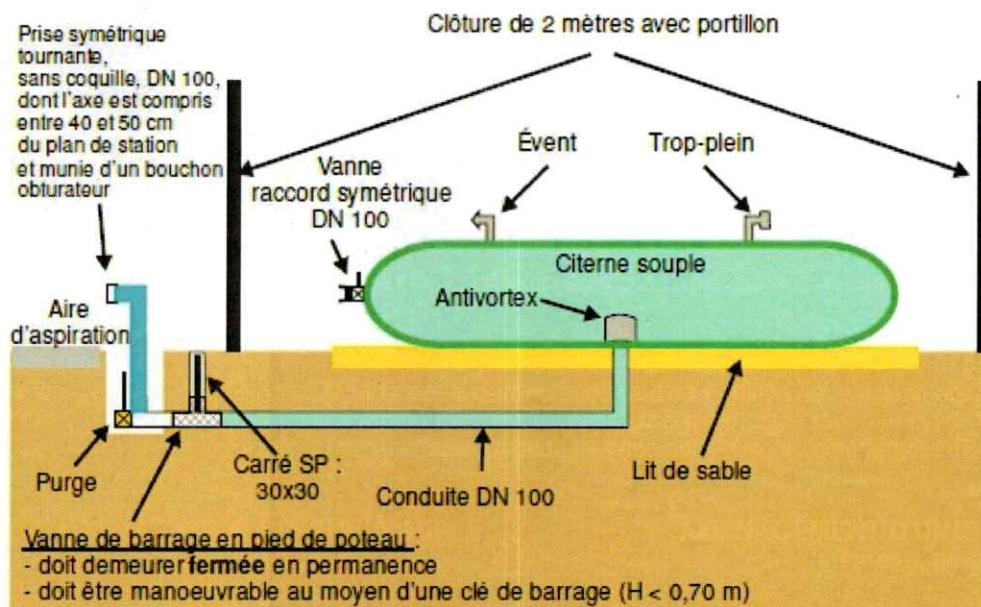
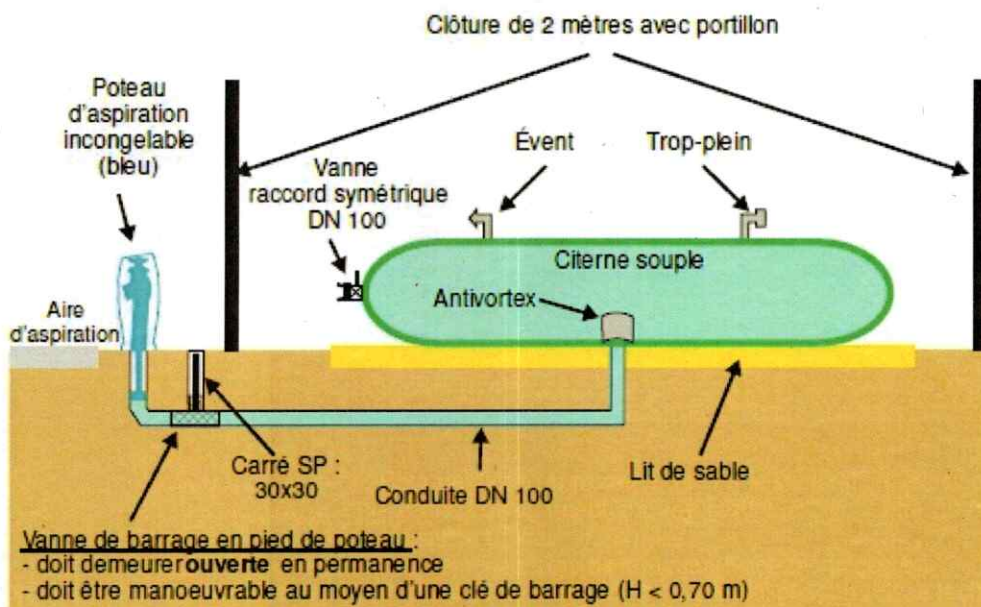
### AMENAGEMENT D'UNE CITERNE SOUPLE

(Schéma de principe)



Pour permettre la mise en œuvre de l'aspiration, elles sont utilement dotées d'une ou plusieurs :

- vannes directement sur le réservoir (doivent être dotées d'une protection thermique pour garantir une utilisation en cas de gel),
- ou colonnes fixes de 100 mm (Fiche technique 9)
- ou, **de préférence**, de poteaux d'aspiration (Fiche technique 10) permettant le raccordement de la pompe d'un engin d'incendie.

**AMENAGEMENT D'UNE COLONNE FIXE D'ASPIRATION SUR UNE CITERNE SOUPLE**  
(Schéma de principe)**AMENAGEMENT D'UN POTEAU D'ASPIRATION SUR UNE CITERNE SOUPLE**  
(Schéma de principe)



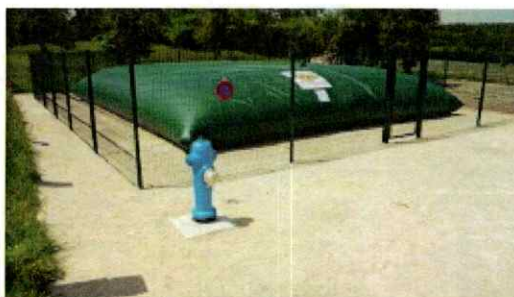


FICHE TECHNIQUE 7

Leur alimentation s'effectue, soit à partir de la collecte des eaux de pluie ou de ruissellement (passage obligé par un dispositif de décantation des boues), soit par captage des eaux de source ou, de préférence, par un branchement sur un réseau d'adduction d'eau hors-gel.

Leur existence est portée à la connaissance du Service Départemental d'Incendie et de Secours (bureau Prévision) qui procède à la reconnaissance opérationnelle initiale.

Toute mise en indisponibilité ou remise en service doit être signalée immédiatement au CTA-CODIS (Cf fiches techniques 18).





## LES POTEAUX D'ASPIRATION

Les poteaux d'aspiration permettent de puiser l'eau des nappes d'eau ou des réserves aériennes, enterrées ou souples. N'étant pas raccordés à un réseau d'eau sous pression, ils nécessitent l'utilisation d'un engin-pompe ainsi que d'aspiraux semi-rigides.



### I- GENERALITES

Les poteaux d'aspiration sont de couleur bleue sur au moins 50 % de leur surface visible après pose. Ils peuvent être équipés de dispositifs rétro-réfléchissants. Le bleu symbolise ainsi un appareil sans pression permanente ou nécessitant une mise en aspiration.

L'implantation devra être réalisée en dehors des zones de dangers des flux thermiques ( $3 \text{ kW/m}^2$ ) et de surpression (50 mbar), à 5 mètres au plus de l'aire d'aspiration et au même niveau que cette dernière.

Il existe deux types de poteaux d'aspiration :

- Les poteaux d'aspiration « classiques » (P.A.)
- Les poteaux d'aspiration « réseau sec » (P.A.R.S.).

Les engins du Service Départemental d'Incendie et de Secours de l'Orne n'étant pas doté d'aspiraux de 65 mm, seuls les poteaux d'aspiration de DN 100 et 150 sont admis :

- Poteaux de 100 mm (munis d'une seule sortie de 100 mm),
- Poteaux de 150 mm (munis de 2 sorties de 100 mm).

Pour faciliter le raccordement des tuyaux d'aspiration, ces poteaux doivent être dotés d'une prise symétrique tournante, sans coquille, DN 100, et d'un bouchon obturateur.







## FICHE TECHNIQUE 10

Leur emplacement et leur orientation sont choisis de façon à respecter les conditions suivantes :

- Être implantés sur un emplacement le moins vulnérable possible à la circulation automobile.  
Lorsque cette condition ne peut être remplie, ils doivent être mis à l'abri des chocs mécaniques par un système de protection (murette, barrière, etc.) répondant aux exigences du paragraphe 5.4.2 de la norme NF S 62-200 d'août 2009 (volume de dégagement d'un poteau d'incendie).

- Une aire d'aspiration permet la mise en station de l'engin (Cf fiche technique 3).

- Le volume sphérique de 10 mètres de rayon ayant pour centre l'intersection entre l'axe vertical du poteau et le niveau du sol fini, ne doit pas contenir d'installation électrique supérieure à 20 kV, à conducteurs non protégés.

- Un espace libre de 0,50 m autour de l'axe du PI doit être respecté.

**II - LE POTEAU D'ASPIRATION - (PA)**

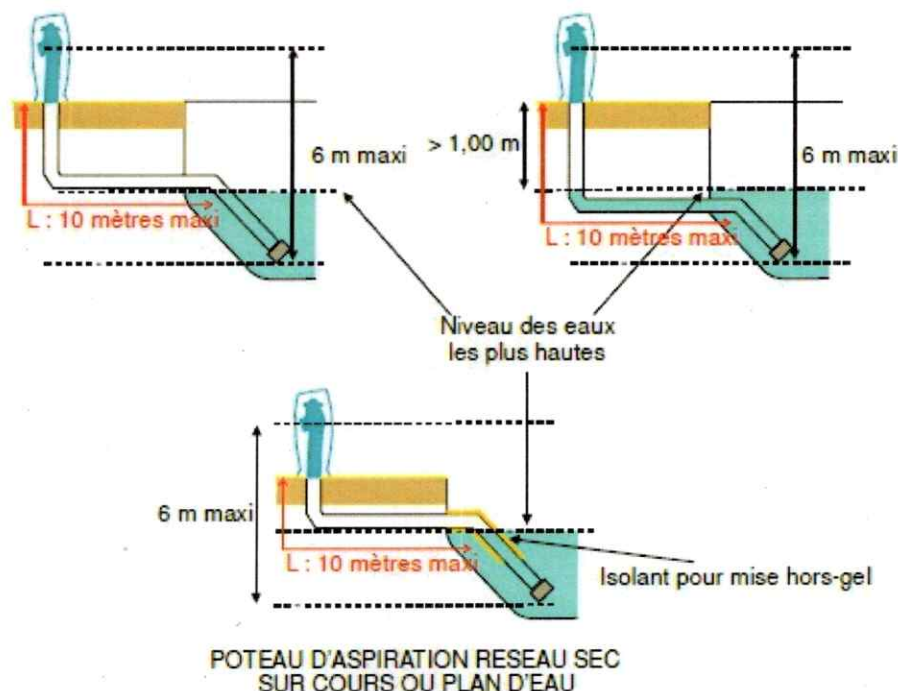
C'est un appareil de protection incendie, enterré, incongelable, permettant d'aspirer l'eau d'une bêche souple, d'une réserve aérienne ou d'une nappe dont le niveau haut se situe au dessus du clapet de l'appareil.

POTEAU D'ASPIRATION

POTEAU D'ASPIRATION



## FICHE TECHNIQUE 10

POTEAU D'ASPIRATION RESEAU SEC  
SUR RESERVEPOTEAU D'ASPIRATION RESEAU SEC  
SUR RESERVE**IV - MESURES COMMUNES**

Leur existence est portée à la connaissance du Service Départemental d'Incendie et de Secours (bureau Prévision) qui procède à la reconnaissance opérationnelle initiale.

Toute mise en indisponibilité ou remise en service doit être signalée immédiatement au CTA-CODIS (Cf fiche technique 18).